



RICOCHETS

août 2015 - Mensuel - Bruxelles

NON

À LA CONSTRUCTION D'UNE MAXI-PRISON À BRUXELLES

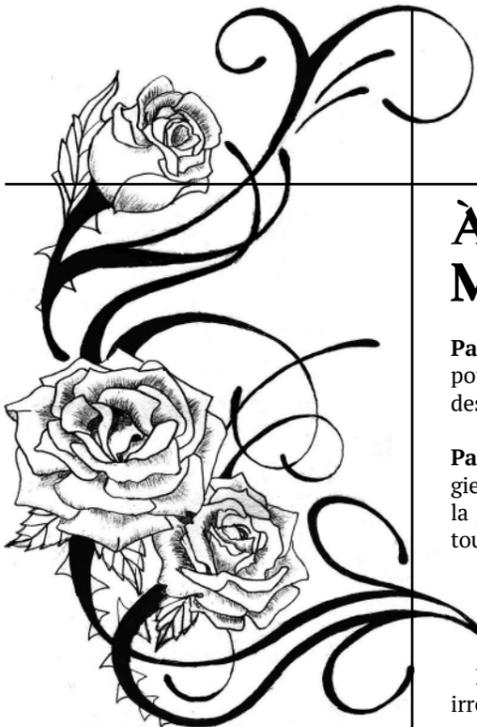
Parce que cette nouvelle prison sera un outil de plus aux mains du pouvoir pour écraser les pauvres et les insoumis. Elle va de pair avec le durcissement des conditions de survie, la brutalité des policiers et l'aggravation du contrôle.

Parce que le pouvoir investit dans la construction de nombreux projets prestigieux pour les riches et leurs affaires dans tous les quartiers. Pendant ce temps la population peut crever, dont une partie en taule. Tout pouvoir partout et toujours ne s'intéresse qu'à la protection de lui-même et de ses richesses.

Parce que la liberté et la joie de vie nous manquent affreusement et cette nouvelle prison ajoutera davantage de couches de misère.

Parce que notre désir de respirer comme hommes et femmes libres est irréconciliable avec le fait qu'il y aura au moins 1200 personnes enfermés, matées, dominées dans cette prison: 1200 hommes, femmes et enfants.

Parce que tout simplement, la prison est une atrocité, et les atrocités sont à détruire, pas à construire.



Pierres & rage contre les flics

MATONGE, 8 juillet. Des flics viennent procéder à l'arrestation d'un gars du quartier. Sûrs d'eux, habitués à imposer leur loi à coup de tabassages, contrôles, et diverses humiliations, la situation dégénère pourtant hors de leur contrôle. Ce ne sont pas moins d'une centaine de personnes qui s'amusent autour d'eux et les encerclent. La routine est brisée, les pierres commencent à fuser. On imagine que tout le monde doit s'en donner à cœur joie, profitant d'un court moment où la résignation quotidienne semble rompue. Ils finissent par appeler une autre patrouille en renfort pour leur permettre de s'en aller, sans avoir pu arrêter leur cible apparemment.

Face aux flics en tout genre, la meilleure défense reste l'attaque !

Un vol mystérieux

EVERE. Dans la nuit de mardi 7 juillet 2015, la voiture de service du président Rudi Vervoort, une modeste bagnole BMW série 5, a été volée. Elle était garée devant son domicile à Evere, où ce haut responsable politique de Bruxelles et partisan convaincu de la construction de la maxi-prison avait déjà été débusqué il y a quelques semaines quand des opposants à la maxi-prison sont allés salir sa façade avec des graffitis et du fumier. Le lendemain, Vervoort a par contre retrouvé sa voiture à quelques kilomètres de sa maison.

A l'assaut des frontières

Dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29, le tunnel sous la Manche à Calais est pris d'assaut par un grand nombre de migrants. Loin d'être exceptionnelle, cette situation est quasiment quotidienne à Calais, où ce sont des centaines de migrants qui tentent leur chance chaque nuit d'arriver en Angleterre, espérant y trouver quelque chose de moins pire. Un mort par-ci, un mort par là, et c'est le scandale médiatique. La politique est de bon goût, comme toujours : commencer, la larme à l'œil, par s'apitoyer sur ces pauvres êtres subissant toute la misère du monde. Puis démontrer que la situation ne peut pas être résolue : tout le monde se renvoie la balle, que ce soit la France, l'Angleterre, ou Eurotunnel (concessionnaire du tunnel), chacun leur tour victime, responsable, ou impuissant.

Enfin, puisqu'il n'y a plus le choix et que personne ne peut rien y faire, la réponse est claire : des gardes privés aux CRS, des clôtures barbelées aux rafles, des expulsions aux attaques permanentes des flics ou des fachos à coups de matraques, de gaz lacrymogène, ou de cocktail Molotov, c'est toujours plus de mesures prises pour imposer la paix sociale afin de protéger la loi de la marchandise, du tourisme, et donc du fric.

Mais espérons que la réponse sera inattendue : à l'assaut des frontières, dans un élan de révolte redoutable...

- Soirée Musicale -

Samedi 29 août - 19h30

Chansons de Nass El Ghiwane

Musique révolutionnaire marocaine des années '70.

En soutien à la lutte contre la maxi-prison.

LE PASSAGE // RUE ROSSINI 11 1070 ANDERLECHT



Piratage des ondes

BRABANT WALLON. Lundi 23 juin, les ondes de la station radio La Première ont été piratées en différents endroits du Brabant wallon. Voici quelques extraits de ce faux journal annonçant la démission de Rudi Vervoort, ministre-président de la Région bruxelloise, en charge de nombreuses décisions, comme celle de délivrer les permis de construire la maxi-prison de Haren. Pour rappel à la mi-mai, des tags rappelant sa responsabilité dans ce projet étaient apparus sur la façade de son domicile, tandis que du fumier et du goudron avaient été déposés sur le pas de sa porte.

« Flash spécial, nous interrompons le cours normal de notre programmation pour vous annoncer la démission de Rudi Vervoort :

« Depuis des années, je trompe les gens. Aujourd'hui je joue

carte sur table. De un, tous les politiciens sont des pourris. De deux, les constructeurs de prison gagnent beaucoup d'argent sur le dos de la misère de ceux qu'ils enferment. La prison à visage humain ça n'existe pas. C'est un subterfuge utilisé par les politiciens et les médias pour que les gens acceptent mieux l'idée. Le pouvoir n'a que du mépris pour les prisonniers et pour le reste de la population à laquelle il veut faire peur. (...) »

« Prendre ma démission est la moindre des choses. Mais cela ne peut pas effacer toutes ces années de collaboration (...). Par contre, je voudrais ajouter que ma démission ne suffira pas à faire reculer les plans de l'Etat. (...) Il va falloir se battre, et je dis bien se battre, parce que ce n'est pas à coup de pétition ou de concertation sociale qu'on change la face du monde. (...) »



RICOCHETS est un bulletin né au sein du combat contre la construction d'une maxi-prison au nord de Bruxelles. C'est un combat en dehors de tout parti et organisation officielle, un combat qui propose d'empêcher directement, concrètement, par nous-mêmes, la construction de cette nouvelle taule.

C'est un vaste combat, car la maxi-prison est le projet emblématique des temps qui courent : un serrage de vis général, une accentuation de la répression, un violent réaménagement de la ville en fonction des besoins du pouvoir et de l'économie...

RICOCHETS a pour but de partager les nouvelles de cette lutte, de diffuser ses différentes expressions, de l'approfondir par des réflexions critiques. Il entend créer un espace autonome de liaison entre celles et ceux qui se battent directement contre cette nouvelle prison et ainsi ouvrir une possibilité : celle que leurs actions puissent faire des ricochets dans un élan incontrôlable.



LE PASSAGE // RUE ROSSINI 11 1070 ANDERLECHT LOCAL DE LUTTE CONTRE LA MAXI-PRISON

Ouvert tous les mercredis de 17h à 20h & tous les samedis de 17h à 20h

Passez pour discuter, rencontrer d'autres personnes en lutte contre la maxi-prison, partager des bonnes nouvelles, trouver des infos, des affiches, des tracts, des journaux issus de la lutte, imaginer comment faire pour empêcher que cette horreur carcérale se réalise...

Mercredi 12 août 19h00 - Rencontre À ceux et celles qui veulent lutter contre la maxi-prison

Un rendez-vous pour discuter sur la lutte contre la maxi-prison, échanger des critiques, imaginer des initiatives. Un espace de discussion libre, se revendiquant de l'auto-organisation et de l'action directe, nos armes dans ce combat. Une rencontre sans chefs ni spécialistes, qui vit au rythme de l'enthousiasme et de la critique de chacun et de chacune.

Mercredi 19 août 19h30 - Projection Over the Edge (1979)

Dans une petite ville plantée au milieu du désert, une bande d'adolescents s'ennuie et saccage la ville. Lors d'un incident, l'un d'eux est accidentellement abattu par un policier.

Samedi 22 août 12h (à midi !) - Bouffe Une dent contre les taules ?

À celles et ceux qui ont soif de liberté et très faim, venez partager un coup de fourchette et un bout de discussion !

Samedi 29 août 19h30 - Soirée musicale Chansons de Nass El Ghiwane

Musique révolutionnaire marocaine des années '70. En soutien à la lutte.

CONTRE LA GUERRE CONTRE LA PAIX

EN FEU LES PROJETS DU POUVOIR !

Est-on en temps de paix ? Officiellement, oui. Mais cela fait longtemps que l'expression même de « déclarer la guerre » est devenue obsolète. Les guerres contemporaines ne sont plus « déclarées », elles font partie du quotidien de la gestion des États et des puissances. On les a alors dotées de nouveaux qualificatifs, les uns encore plus trompeurs que les autres. Opération humanitaire. Mission de paix. Opérations anti-piraterie. Frappes chirurgicales. Neutralisations ciblées. Protection des frontières. Lutte anti-terroriste. Il serait donc plus juste de parler aujourd'hui de « guerre permanente ».

Les missions militaires ne se comptent plus. A quelques exceptions près, ce ne sont plus des conflits entre États, mais bien des opérations dirigées contre des « rebelles », des « terroristes » ou des « criminels » qui pour une raison ou une autre, menacent l'économie capitaliste et les équilibres des pouvoirs en place. Il n'a pas fallu plus que quelques véritables soulèvements révolutionnaires aux portes de l'Europe (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie) pour que la machine de guerre européenne passe à une vitesse supérieure. Et cela, pas seulement à « l'extérieur » des frontières. La militarisation concerne aussi « l'intérieur », c'est-à-dire, tout ce qui a trait à la répression et à la gestion des contradictions sociales (riches et pauvres, opprimés et oppresseurs, inclus et exclus). A coups de « menaces terroristes », le kaki est

réapparu dans les rues. Les objets technologiques, avalés à tout va par la grande majorité de la société, ainsi que les dispositifs de sécurité, ont montré, même à ceux qui s'obstinent à ne pas vouloir le voir ni comprendre, leur vrai visage : des moyens de contrôle extrêmement étendus sur la population. La propagande médiatique contre les terroristes, les déviants, les clandestins, les criminels va bon train. Les boîtes de sécurité privée cartonnent, de plus en plus de fonctions de surveillance et de guerre sont d'ailleurs effectuées par des entreprises privées fournissant des mercenaires. Les laboratoires de recherche, le développement de nouvelles armes, les coordinations au niveau international pour faire face aux « menaces » ont le vent en poupe. Pour encore parler de paix, il faut vraiment être aussi aveugle qu'un journaliste.

La guerre n'est pas seulement une question de massacres et de tueries à des échelles industrielles. Elle induit aussi une « mobilisation permanente » de la population pour défendre les intérêts du pouvoir en place. Deux camps : soit vous êtes avec le pouvoir, soit avec les « terroristes ». Celui qui n'a pas de pouvoir à défendre ou à conquérir, qui refuse la terreur contre la population (que cette terreur vienne de l'État et du Capital sous forme de guerre, de pollution industrielle ou d'exploitation ou qu'elle vienne de ceux qui aspirent à ériger un nouveau pouvoir oppresseur, tels que les « jihadistes ») sans pour autant se laisser désarmés, se retrouvera vite le dos au mur. La guerre permanente transforme les gens en « hommes en guerres » avec des pensées aussi uniformes que leurs comportements, obéissant aveuglement aux chefs de service, insensibles et cruels.

« Si vous voulez la paix, préparez-vous à la guerre » disait-on dans la Rome antique. Et nous, les amants de la liberté, nous ne pouvons qu'être et contre la guerre et contre la paix. Aujourd'hui, la paix à laquelle les États aspirent – et cela n'a probablement jamais été différent – c'est la paix de l'exploitation capitaliste et de l'oppression sur l'écrasante majorité des gens sur cette planète. A cette fin, ils se préparent non seulement à noyer dans un bain de sang toute tentative d'insurrection libératrice contre leur ordre, mais opèrent en permanence selon la logique militaire, ici et ailleurs. Une belle illustration de ce qui est dit ici – que les sphères militaires, policières et civiles se fondent ensemble dans les doctrines de « sécurité » de ce monde hyper-technologisé et rendu entièrement serviable aux intérêts de pouvoir et du fric – c'est la continuité qu'on peut découvrir entre l'intensification récente des opérations militaires, la militarisation des sociétés européennes et le renforcement sensible de la répression. Si dans les eaux de la Méditerranée,

la gestion de l'immigration relève désormais ouvertement d'opérations militaires, à Bruxelles, le pouvoir veut construire la plus grande prison de l'histoire belge. Bien évidemment, le pouvoir cherche à présenter ces deux exemples comme complètement séparés, car un plat dégueulasse divisé en petites portions s'avale plus facilement. Pourtant, dans la guerre que les États sont en train de mener, que le capitalisme mène, que tout pouvoir mène, il ne faut pas se laisser leurrer quant à leurs véritables cibles : les potentielles révoltes populaires et les aspirations à une révolution sociale qui se propose de balayer à jamais tout pouvoir. Et la maxi-prison à Bruxelles n'y fait pas exception : elle servira non seulement à enfermer toujours plus de gens que l'État estime nuisible pour ses intérêts et sa société, mais aussi à faire office de spectre contre tous ceux qui songeraient à se révolter contre l'État.

C'est pour cela que nous estimons qu'aujourd'hui, la lutte contre la construction de la maxi-prison est une lutte importante. Car si elle s'attaque à un exemple concret du renforcement de la répression étatique, elle livre aussi bataille à la raison d'État même. Rester spectateurs, subir la militarisation de la société, assister passivement (collaborant alors de fait à l'œuvre dévastatrice et meurtrière de l'État) à la transformation des villes en vastes camps de concentration à ciel ouvert, est triste comme les moutons qui se laissent mener à l'abattoir. Lutter pour que la maxi-prison parte en fumée avant qu'elle puisse enfermer une seule personne, n'est alors rien d'autre qu'un premier pas pour se réarmer face à l'État, en pensées, en sentiments. Et en actes.



Tel est pris qui croyait prendre

SAINT-GILLES. Dimanche 26 juillet 6h50 du matin, quinze contrôleurs de la STIB se frottent les mains d'avance. Ils sont nombreux, ils vont pouvoir quadriller l'ensemble de la station Porte de Hal pour punir tous les horribles fraudeurs du tram et du métro. Tels des shérifs fiers de leur bon droit, ils se sentent en mission spéciale. Laquelle, ma bonne dame ? Assommer d'amendes astronomiques tous ces sales pauvres et ces rebelles, tous ces indésirables coupables du crime de lèse-majesté de ne pas payer leur ticket de métro. S'ils ont de la chance, ils tomberont peut-être sur un sans-papier ou un personne en cavale et pourront appeler leurs fidèles amis les policiers pour les arrêter et les envoyer dans une des geôles du royaume. Ils frétilent à cette idée. Il est un peu tôt, surtout pour un dimanche matin, mais le jeu en vaut la chandelle.

7h00, l'opération peut commencer. Ils se répartissent en deux groupes, l'un va vers la station de tram, le second se rend sur la rame du métro. Mais là badaboum. Un groupe d'une dizaine de jeunes qui n'a pas de ticket décide de ne pas se laisser faire. Le ton monte. Des coups partent. Résultat des courses : quatre contrôleurs envoyés à l'hôpital pour des bleus et des contusions avec mention spéciale pour le chef de patrouille qui a eu le pied cassé. Quant aux cinq jeunes qui auraient frappé les contrôleurs, ils ont réussi à prendre la fuite. Bonus non négligeable, toutes les missions de contrôle de la journée – le dimanche est un jour qui peut rapporter gros – ont été annulées. *Un effet boule de neige, dirait-on ?*

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Lundi c'est un tag avec le jeu du pendu et le mot « contrôleurs » qui est découvert à la station de métro Delacroix. Des *ricochets*, observerait-on ?

... Du tsar des goulags belges & de massepain

Peut-être avez-vous déjà entendu son nom, peut-être pas. En tout cas, si ce monsieur n'aime pas trop attirer l'attention sur sa personne, il est pourtant bien fier et convaincu du travail qu'il fait. Il s'agit de Hans Meurisse, directeur-général des prisons belges. Il dirige les prisons belges avec une main de fer, imposant des régimes d'isolement et des régimes particuliers à ceux qui osent défier l'autorité carcérale, couvrant toujours ses lieutenants-gardiens qui tabassent, torturent et tuent dans les taules, faisant en sorte de garder les détenus avec qui il a un « problème personnel » jusqu'à fond de peine. C'est lui qui a encouragé, protégé et couvert les équipes de gardiens-tabasseurs qui se trouvent dans plus ou moins toutes les prisons belges. C'est lui qui reste le

capitaine du bateau-prison, défendant contre vents et marées ses matelots. C'est aussi lui qui, tout personnellement, a promu l'idée d'ouvrir deux modules d'isollements, les Quartiers de Haute Sécurité (QHS) à Lantin et à Bruges, pour enterrer vivants ceux qui ne se laissent pas broyer par la machine carcérale et faire face aux vagues de mutineries et d'évasions qui ont secoué les prisons belges dans les années récentes.

Mais ce n'est pas tout. D'autres choses illustrent ce personnage, ses pensées et sa mentalité. A part le fait qu'il a un passé de militaire et que beaucoup de détenus se souviennent encore de l'époque où il faisait régner sa terreur en tant que directeur de la prison de Gand, il se considère

désormais comme le tsar des goulags belges. Suite à des malversations et des abus de fonds, Hans Meurisse s'est vu retirer temporairement son pouvoir de décision sur les fonds destinés au carcéral. Détail piquant, qui ne fait que compléter l'image de cet homme et, par extension, de ceux qui travaillent pour lui, une de ces malversations concerne le petit cadeau de Nouvel An qu'il offre annuellement aux employés de l'administration pénitentiaire. Des milliers de... massepains en forme de prisonniers.

Hans Meurisse ne pourra pas feindre d'être étonné si un jour ou l'autre, quelqu'un l'approche pour lui demander des comptes.

